

Revenus des ménages

Au quatrième trimestre 2025, le revenu disponible brut (RDB) des ménages¹ s'est légèrement contracté (-0,1 % après une stabilité au troisième trimestre, ► [figure 1](#)). Les revenus d'activité ont continué de ralentir doucement (+0,2 % après +0,3 % et +0,4 % aux troisième et au deuxième trimestres), dans le sillage de la masse salariale des branches marchandes non agricoles. Dans ces branches, l'emploi s'est contracté au quatrième trimestre après deux trimestres de stabilité (-0,1 %, ► [fiche Emploi](#)), tandis que les salaires nominaux ont progressé modestement comme au trimestre précédent (+0,3 %, ► [fiche Salaire](#)). Les revenus du patrimoine ont davantage reculé qu'au trimestre précédent (-1,3 % après -0,5 % au troisième trimestre) : ceux des propriétaires immobiliers ont fléchi ponctuellement au dernier trimestre du fait de la hausse de la taxe foncière ; les revenus financiers (intérêts et dividendes) ont continué de reculer (-1,5 %), à l'image des intérêts nets reçus par les ménages (► [figure 2](#)). En effet, les taux des livrets réglementés ont baissé à partir du 1^{er} août 2025 alors que les intérêts versés sur l'encours de crédits immobiliers continuent d'augmenter, les nouveaux crédits immobiliers étant souscrits à des taux plus élevés que ceux arrivant à échéance. À l'inverse, les prestations sociales ont été dynamiques (+0,8 % après +0,6 % au troisième trimestre), en particulier celles d'assurance-chômage, et les prélèvements sociaux et fiscaux ont poursuivi leur course (+1,1 % après +1,3 % au troisième trimestre), en raison notamment de la mécanique de l'impôt sur le revenu (► [éclairage](#) sur le dynamisme de l'impôt sur le revenu de la *Note de conjoncture* de décembre 2025) et, dans une moindre mesure, de la contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR) dont le rendement s'est toutefois révélé décevant. Au total, comme le déflateur de la consommation des ménages a progressé de +0,1 % en fin d'année après +0,3 % au trimestre précédent, le pouvoir d'achat des ménages a continué de se contracter (-0,2 % après -0,3 % au troisième trimestre).

¹ Les évolutions présentées ici concernant le revenu des ménages et le prix de la consommation sont neutralisées de l'effet des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), qui correspondent à la marge de taux d'intérêt sur les dépôts et sur les prêts bancaires. L'imputation de SIFIM majore le revenu disponible brut des ménages, ainsi que leur prix de la consommation, mais l'effet global est négligeable sur le pouvoir d'achat du RDB (► [encadré](#) sur les revenus du patrimoine de la *Note de conjoncture* de décembre 2023).

► 1. Composantes du revenu disponible brut des ménages

(variations en %)

	Variations trimestrielles								Variations annuelles		
	2024				2025				2026		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2026 acquis
Revenu disponible brut (100 %)	1,6	0,4	1,2	-0,2	0,4	0,2	0,1	0,0	0,8	0,7	4,8
Revenu disponible brut hors SIFIM	1,6	0,9	1,0	0,3	0,2	0,4	0,0	-0,1	0,7	0,6	4,8
Revenus d'activité (68 %)	0,6	0,8	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,2	0,4	0,4	3,2
dont : Masse salariale brute (61 %)	0,5	0,8	0,5	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4	0,4	3,3
dont : Masse salariale SMNA (43 %)	0,9	0,6	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,4	2,8
dont : EBE des entrepreneurs individuels* (7 %)	0,6	0,5	0,7	0,0	0,7	0,8	0,7	0,4	0,5	0,4	2,2
Prestations sociales en espèces (34 %)	3,3	1,0	1,2	0,8	1,1	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	6,7
Revenus du patrimoine, dont EBE des ménages purs (21 %)	3,3	-1,3	1,5	-3,0	1,8	-0,6	0,3	-0,5	1,5	0,6	5,7
Revenus du patrimoine hors SIFIM	3,5	1,2	0,7	-0,9	1,3	-0,1	-0,5	-1,3	1,4	0,5	5,9
dont : Revenus de la propriété hors SIFIM	4,3	1,8	0,7	-0,1	-2,8	-2,0	-2,8	-1,5	0,1	0,2	11,6
dont : EBE des ménages purs hors SIFIM	3,0	0,8	0,7	-1,3	3,7	0,9	0,6	-1,2	2,0	0,6	3,0
Prélèvements sociaux et fiscaux (24 %)	2,5	0,9	-0,4	0,3	2,6	0,6	1,3	1,1	0,4	0,2	3,8
Prix de la consommation des ménages**	0,9	-0,2	0,4	-0,4	0,6	-0,1	0,5	0,2	0,5	1,0	2,2
Prix de la consommation des ménages hors SIFIM	0,8	0,4	0,1	0,2	0,5	0,1	0,3	0,1	0,4	0,9	2,1
Pouvoir d'achat du RDB	0,7	0,6	0,9	0,2	-0,2	0,3	-0,3	-0,2	0,3	-0,3	2,5
Pouvoir d'achat par unité de consommation	0,6	0,5	0,7	0,1	-0,3	0,2	-0,4	-0,3	0,2	-0,5	2,1

■ Prévisions.
* l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.
** la dynamique du prix de la consommation des ménages depuis 2023 diffère fortement de celle de l'indice des prix à la consommation (IPC) du fait de l'effet comptable des variations des taux interbancaires.
Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2025.
Lecture : le revenu disponible brut (RDB) des ménages hors effet des SIFIM a augmenté de 1,0 % au troisième trimestre 2024.
Source : Insee.

Conjoncture française

Sur l'ensemble de l'année 2025, le pouvoir d'achat a fortement freiné (+0,6 % après +2,5 % en 2024) et a moins augmenté que l'activité (+0,9 % de croissance du PIB). Ce ralentissement est dû à celui des prestations sociales et des revenus d'activité en 2025 (► [figure 3](#)), alors que ces deux composantes étaient encore portées en 2024 par l'indexation sur l'inflation de l'année 2023. Dans le même temps, l'impôt sur le revenu a accéléré en 2025, car les revenus d'activité et les prestations sociales ont été plus dynamiques que l'inflation en 2024. Enfin, les revenus du patrimoine ont marqué le pas avec la baisse du taux directeur de la BCE et le repli attendu des dividendes². Par unité de consommation (UC), le pouvoir d'achat s'est stabilisé (+0,1 % après +2,1 % en 2024).

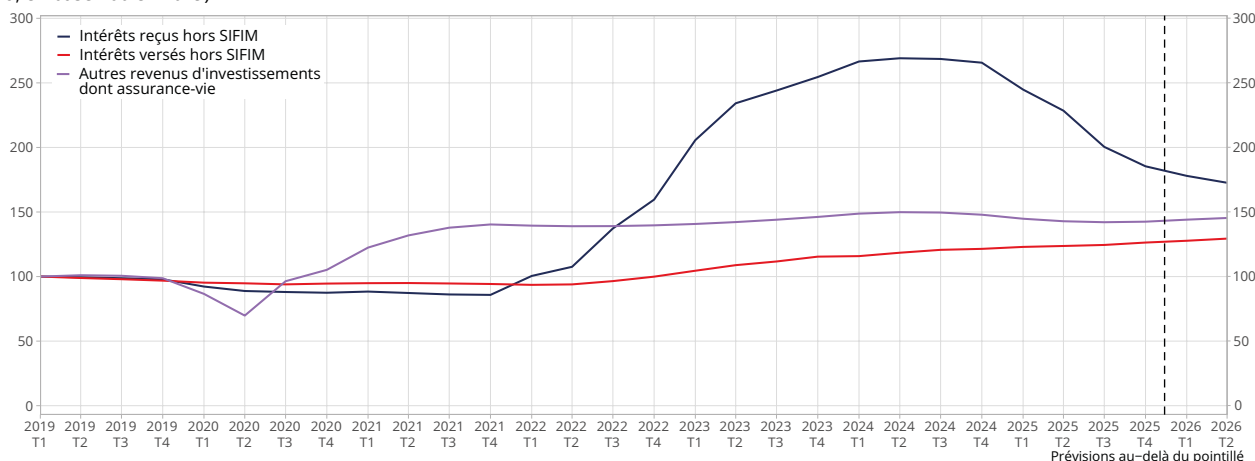
Au premier trimestre 2026, le revenu disponible brut des ménages rebondirait nettement (+0,7 %). Les revenus d'activité accéléreraient légèrement (+0,4 % après +0,2 %) : du fait de la revalorisation du Smic, la dynamique des salaires (+0,5 % de SMPT dans les branches marchandes non agricoles) compenserait la nouvelle contraction de l'emploi (-0,1 %). En outre, les revenus des entrepreneurs individuels seraient dynamiques (+0,5 % après +0,4 %). Les prestations sociales garderaient le même rythme qu'au trimestre précédent (+0,8 %) et continueraient de progresser plus rapidement que les revenus d'activité. Les revenus du patrimoine rebondiraient (+1,4 % après -1,3 %) : la baisse des intérêts nets servis aux ménages, grevés par la baisse du livret A au 1^{er} février, serait compensée par la hausse des revenus des assurances-vie, par le rebond mécanique de début d'année des revenus des propriétaires immobiliers et par les versements de dividendes. Enfin, les prélèvements sociaux et fiscaux ralentiraient (+0,4 % après +1,1 %) : après avoir été très dynamique au quatrième trimestre 2025 du fait du paiement des soldes, l'impôt sur le revenu diminuerait, mais à l'inverse, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 a prévu un relèvement des prélèvements sociaux sur les revenus du capital. Comme le prix de la consommation des ménages progresserait de +0,4 % (► [fiche Prix à la consommation](#)), le pouvoir d'achat du RDB rebondirait en début d'année (+0,3 %).

Au deuxième trimestre 2026, le RDB des ménages ralentirait un peu (+0,6 % après +0,7 %) soutenu par les prestations sociales et les revenus d'activité, mais freiné par les prélèvements sociaux et fiscaux. Les prestations sociales conserveraient un rythme identique à celui du trimestre précédent (+0,8 %), la revalorisation prévue de la prime d'activité étant majoritairement comptabilisée à partir de l'été. Les revenus d'activité conserveraient également le même rythme qu'à l'hiver (+0,4 %) : l'emploi continuerait de se contracter (-0,1 %) et le regain d'inflation n'aurait pas encore été intégré dans les négociations salariales. Les revenus du patrimoine ralentiraient nettement (+0,5 % après +1,4 %), avec le retour à une croissance plus habituelle des revenus des propriétaires immobiliers. Enfin, les prélèvements sociaux et fiscaux ralentiraient (+0,2 % après +0,4 %). Le prix de la consommation des ménages serait fortement affecté par la hausse des

² Le compte provisoire 2024 a été établi sans que l'ensemble des remontées comptables ne soient encore disponibles. En particulier, les données les plus récentes pour 2024, collectées par le service statistique de la DGFiP (► « [L'impôt sur le revenu 2024 a été plus dynamique que les revenus](#) », DESF, novembre 2025), suggèrent un dynamisme des dividendes versés aux ménages en 2024 bien plus marqué que celui retenu dans le compte provisoire. Ils devraient ainsi être révisés à la hausse lors de la publication des comptes semi-définitifs en mai 2026. En miroir, le repli des dividendes en 2025 serait probablement plus marqué que celui actuellement enregistré.

► 2. Intérêts versés et reçus par les ménages hors SIFIM et autres revenus d'investissements

(niveau, en base 100 en 2019)



Dernier point : deuxième trimestre 2026 (prévisions à partir du quatrième trimestre 2025).

Lecture : le niveau des intérêts versés par les ménages hors effet des SIFIM en valeur au quatrième trimestre 2025 était supérieur de 26 % à son niveau de 2019.

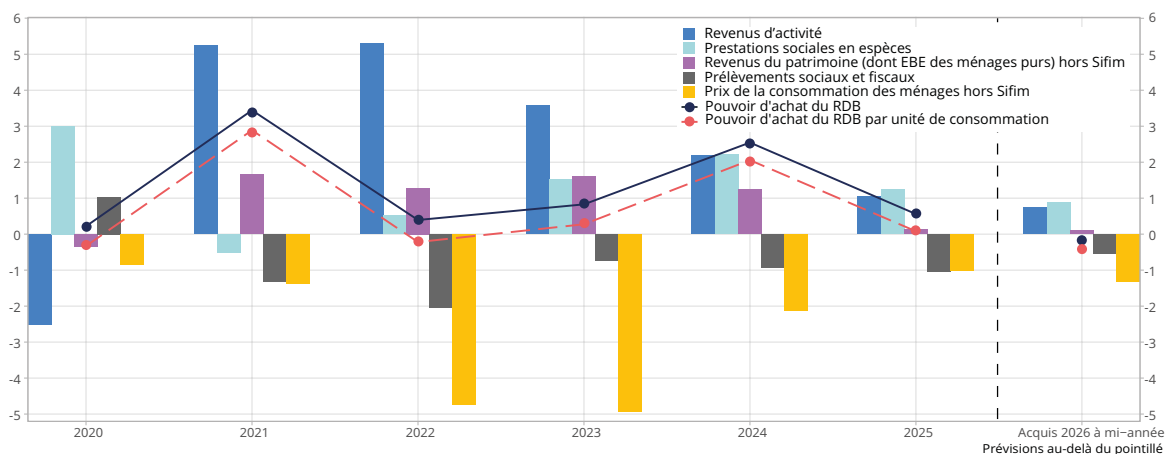
Source : Insee.

cours du pétrole et du gaz résultant de la guerre opposant les États-Unis et Israël à l'Iran (► [fiche Énergie et matières premières](#)) : il augmenterait de 0,9 %. Au total, le pouvoir d'achat du RDB se contracterait au printemps 2026 (-0,3 %).

Pour 2026, l'acquis d'évolution du pouvoir d'achat à la mi-année (soit l'évolution annuelle prévue si le pouvoir d'achat restait stable au second semestre) serait très nettement inférieur (-0,2 %) à l'acquis de croissance du PIB (+0,9 %) : cet écart serait dû, d'une part, au choc sur les prix de la consommation provoqué par la guerre au Moyen-Orient et, d'autre part, à des salaires nominaux peu dynamiques, du fait d'un pouvoir de négociation amoindri des salariés. Par unité de consommation, l'acquis de croissance du pouvoir d'achat à mi-année serait de -0,5 %. ●

► 3. Variations annuelles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et principales contributions aux variations du RDB

(variations trimestrielles en % et contributions en points)



Lecture : le pouvoir d'achat du RDB a augmenté de 0,6 % en 2025, les prestations sociales y ont contribué à hauteur de +1,2 point.

Source : Insee.